

<http://www.snetap-fsu.fr/UE-Algerie-Bruxelles-doit-insister-sur-les-droits-des-syndicats-independants.html>



# UE-Algérie : Bruxelles doit insister sur les droits des syndicats indépendants

- Les Dossiers - Vie internationale -

Publication date: samedi 19 mai 2018

---

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

---

**CONFEDERATION SYNDICALE INTERNATIONALE**  
**Communiqué du 15 mai**

Bruxelles, 15 mai 2018 (CSI En Ligne) :

L'Algérie devrait abandonner toutes poursuites contre des dirigeants syndicaux indépendants et autoriser les syndicats indépendants à s'organiser librement, ont déclaré la CSI et la CES à l'occasion de la réunion du Conseil d'association UE-Algérie hier.

**Les poursuites judiciaires contre des dirigeants syndicaux s'intensifient à l'heure où des centaines de travailleurs ont été congédiés ou mis à pied pour leurs activités syndicales, ou font l'objet d'actions civiles.**

Entre temps, le gouvernement persiste dans son refus d'accorder la reconnaissance légale aux syndicats indépendants.

**« Un mouvement syndical fort et indépendant est vital pour une société démocratique. Le gouvernement algérien devrait cesser d'harcéler nos affiliés. Des relations bilatérales saines ne peuvent être construites sur la base de la répression et de la violation systématique des conventions internationales »**, a déclaré Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.

Raouf Mellal, président du syndicat SNATEGS s'affronte à une litanie de poursuites liées à ses activités syndicales légitimes, alors qu'en janvier 2018, des centaines de membres de syndicats ont été interpellés par la police durant un rassemblement pacifique et détenus dans des [régions](#) éloignées après que leurs téléphones ont été confisqués et toutes preuves de l'action policière effacées. Le SNATEGS est affilié à la Confédération générale autonome des travailleurs en Algérie (CGATA), que le gouvernement refuse de reconnaître.

La CSI et la CES soutiennent que l'Union européenne devrait presser l'Algérie de mettre un terme à ses politiques antisyndicales à l'occasion de la rencontre entre les responsables de l'UE et le gouvernement algérien aujourd'hui dans le cadre du Conseil d'association UE-Algérie.

**« Les relations UE-Algérie sont importantes pour les deux parties et ces liens devraient inclure le soutien aux droits des travailleurs ainsi qu'aux droits humains »**, a déclaré Luca Visentini, secrétaire général de la CES.

La CSI et la CES demandent également que le gouvernement algérien accorde la reconnaissance à la confédération ouvrière CGATA, de même qu'au syndicat indépendant des travailleurs du gaz et de l'électricité SNATEGS, qui a été unilatéralement et illégalement dissolu par le gouvernement en décembre.

Pour lire la lettre conjointe CSI-CES adressée au Commissaire européen Johannes Hahn :

[ <https://www.ituc-csi.org/lettre-conjointe-de-la-csi-et-la> ] <https://www.ituc-csi.org/lettre-conjointe-de-la-csi-et-la>

La CSI représente 207 millions de membres à travers 163 organisations affiliées nationales dans 331 pays et territoires.

## UE-Algérie : Bruxelles doit insister sur les droits des syndicats indépendants

---

Suivez-nous sur le web : [ <http://www.ituc-csi.org> ] <http://www.ituc-csi.org> et sur [ <http://www.youtube.com/ITUCCSI> ]  
<http://www.youtube.com/ITUCCSI>.